

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 20 MAI 1920

---

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION

---

## VI

REVISION DE L'ARTICLE 49 DE LA CONSTITUTION <sup>(1)</sup>

---

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION <sup>(2)</sup>, PAR **M. PONCELET**.

---

MESSIEURS,

Le Gouvernement a fait parvenir à la Section centrale deux propositions :

La première, fixer le nombre maximum des membres de la Chambre, quelle que soit la population du Royaume.

La seconde, proportionner la représentation non plus à une quotité d'habitants, mais à une quotité de Belges.

La Commission ne s'est ralliée ni à l'une ni à l'autre de ces propositions.

Limiter le nombre des députés n'est pas une nécessité actuelle. Le Gouvernement lui-même voulait en fixer le maximum à 200 ; or, aujourd'hui, la Chambre ne comprend encore que 186 membres. Dès lors il se passera bien

---

<sup>(1)</sup> Déclaration du Pouvoir législatif (*Mouiteur* du 23 octobre 1919, n° 296) et *Règlement de procédure*, n° 47<sup>1</sup>.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 33, n° 287<sup>III</sup>.

Rapport de M. Troolet concernant l'article 47, n° 288<sup>IV</sup>.

Rapport de M. Carton de Wiart concernant l'article 48, n° 289<sup>V</sup>.

<sup>(2)</sup> Composition de la Commission, n° 50<sup>II</sup>.

des années encore avant qu'elle atteigne le maximum proposé. Si l'on y réfléchit, la mesure que l'on propose et qui, à première vue, paraît si raisonnable, ne manquerait pas de présenter des inconvénients.

En effet, le jour où le nombre des députés ne suivrait plus une proportion fixe d'habitants, l'attribution des sièges aux diverses circonscriptions électorales devrait fatalement subir des modifications. Il arriverait, en effet, que les arrondissements dont la population n'aurait plus augmenté, se verraient enlever des sièges au profit d'arrondissements qui seraient devenus plus peuplés. Il pourrait même se produire que, dans ce système, un arrondissement finisse par ne plus avoir un seul député.

Faut-il, du reste, désirer que la représentation du pays soit si restreinte? Sans doute, il faut aussi éviter l'excès; mais la proportion d'un député par 40,000 habitants est-elle exagérée?

Il ne le semble pas.

Les intérêts sont si divers et si différents! Ne varient-ils pas extraordinairement d'une contrée à une autre! Ne faut-il pas que le Parlement soit, autant que possible, l'image du pays?

En serait-il encore ainsi le jour où certaines contrées n'auraient plus qu'une représentation insuffisante alors que d'autres seraient plus largement pourvues; si les villes, par exemple, absorbaient la grande partie des mandats au détriment des campagnes, ou bien si une province se voyait dépouillée de sa représentation normale?

On comprend que dans un grand pays, il faille, à un moment donné, mettre une limite au nombre des membres du Parlement. Il ne faut pas, en effet, qu'une Chambre devienne tellement nombreuse que les délibérations y soient impossibles.

Pareil inconvénient n'est évidemment pas à craindre chez nous, car la Chambre belge comprend beaucoup moins de représentants que la plupart des pays d'Europe et n'arrivera jamais, par exemple, à dépasser la moitié ni même le tiers des députés français.

La Commission estime donc qu'il n'y a pas lieu de limiter dans la Constitution le nombre des représentants et qu'il n'y a par conséquent rien à changer au système tel qu'il est à ce point de vue organisé par notre Charte fondamentale.

\*  
\* \*

La seconde question est plus délicate.

Faut-il, pour fixer le nombre de représentants, prendre pour base toute la population ou bien seulement la population belge, à l'exclusion des étrangers domiciliés en Belgique.

Les deux systèmes ont fait l'objet de longues discussions.

Le Gouvernement et avec lui quelques membres de la Commission, ont exprimé l'avis qu'il est juste de ne pas tenir compte de la présence des étrangers. Ils ont rappelé, à l'appui de leur thèse, que les autres pays ne tiennent compte que de la population indigène; que les étrangers ne

jouissant pas, chez nous, de droits politiques, il est logique de ne pas en tenir compte pour la répartition des mandats politiques; que c'est là, au surplus, un moyen facile d'empêcher l'augmentation démesurée du nombre des députés.

Sans méconnaître les bonnes raisons invoquées, la Commission a décidé de maintenir comme base le chiffre de la population tout entière.

Comprendre dans l'importance des intérêts à représenter la population étrangère, est-ce donner à celle-ci un droit politique quelconque? Est-ce reconnaître autre chose que cette vérité qui vaut un axiome à savoir que cette partie de la population compte dans les éléments à représenter? Et qui pourrait le nier?

Qui donc oserait affirmer que l'on ne doit pas se préoccuper des étrangers qui vivent sur notre sol?

Le statut qu'on leur donne n'intéresse-t-il pas au plus haut degré toute la Nation? Ne faut-il pas souvent délibérer sur les droits à leur attribuer, sur les mesures à prendre à leur égard, sur l'opportunité ou les dangers de leur présence et parfois même sur les nécessités de leur défendre l'entrée du Royaume?

N'est-il pas arrivé même que l'envahissement par des étrangers de quelques-uns de nos grands marchés ont été la cause de grands soucis chez nos gouvernants, et ne peut-il pas arriver demain que des préoccupations du même genre nous viennent de la population étrangère qui ne manquera pas de venir peupler les chantiers de nos nouvelles exploitations?

Rien donc de plus inexact que de dire que les étrangers ne doivent pas compter lorsqu'il s'agit de rechercher l'importance que doit avoir la représentation nationale.

Puis n'oublions pas que parmi ceux qui vivent en Belgique et qui ne sont pas Belges, il en est tant qui sont destinés à le devenir.

Les enfants d'étrangers, nés en territoire belge, ne sont pas des Belges. Et cependant n'est-il pas certain que la plupart d'entre eux le deviendront? Serait-il adroit de ne pas en tenir compte?

De même toutes les femmes belges qui ont épousé un étranger, ont cessé par là-même d'être Belges. Faudra-t-il les rayer des registres de la population utile, alors qu'elles continueront à habiter le pays et qu'elles sont destinées pour la plupart à lui laisser les enfants de leur chair.

Et, au surplus, que d'étrangers n'y a-t-il pas en Belgique, qui rendent les plus grands services à notre pays, qui travaillent avec les Belges à la prospérité de son commerce et de ses industries? Combien même dans la grande mêlée de ces dernières années n'ont pas hésité à lui donner le concours de leurs efforts et même le sacrifice de leur sang?

Exclure les étrangers, n'est-ce pas, au surplus, soulever de grosses difficultés?

N'est-ce pas exiger un travail bien délicat, bien minutieux et en même temps bien dangereux de la part des administrations communales?

Qui sera chargé de statuer sur le point de savoir quels sont les étrangers?

Quelles garanties les citoyens auront-ils de ne pas être rangés arbitrairement dans la catégorie des étrangers?

Ne faudra-t-il pas créer une juridiction nouvelle, si l'on veut éviter des injustices?

Il n'est pas inutile de remarquer que, dans un tel système, les particuliers ne seraient pas seuls intéressés à ce qu'il n'y ait aucun arbitraire, mais que les arrondissements eux-mêmes auraient comme tels toujours intérêt à ce que l'on ne se trompât sur l'indigénat de leurs habitants. D'une erreur sur un nom pourrait en effet sortir cette conséquence que le siège d'un député passerait d'un arrondissement à un autre.

Toutes ces considérations semblent démontrer que non seulement la revision de l'article ne répond à aucune nécessité, mais qu'elle n'amènerait en réalité aucune amélioration de régime.

N'oublions pas, enfin, que changer actuellement la base de proportion ce serait, dès à présent, diminuer le nombre actuel des députés de 5 ou 6 membres. Est-ce désirable?

Est-il bien utile d'offrir ces victimes pour une réforme dont on ne peut apercevoir l'utilité pratique.

La Commission a donc décidé de maintenir l'article 49 de la Constitution dans les termes mêmes de sa rédaction actuelle.

*Le Rapporteur,*  
JULES PONCELET.

*Le Président,*  
ÉMILE BRUNET.

---

| Texte du 7 février 1831.                                                                                                                                                                                                                                   | Tekst van 7 Februari 1831.                                                                                                                                                                                                                                                                      | Texte actuel (7 septembre 1893). | Tegenwoordige tekst (7 September 1893). | Texte proposé par la Commission.                   | Tekst voorgesteld door de Commissie.                           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| ART. 49.                                                                                                                                                                                                                                                   | ART. 49.                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                  |                                         |                                                    |                                                                |
| La loi électorale fixe le nombre des députés d'après la population; ce nombre ne peut excéder la proportion d'un député sur 40,000 habitants. Elle détermine également les conditions requises pour être électeur et la marche des opérations électorales. | De kieswet bepaalt het aantal volksvertegenwoordigers naar gelang van de bevolking; dit aantal mag de verhouding van een volksvertegenwoordiger op 40,000 inwoners niet overschrijden. Zij bepaalt insgelijks de vereischten gesteld om kiezer te zijn, alsmede den gang der kiesverrichtingen. |                                  |                                         | La Commission propose le maintien du texte actuel. | De Commissie stelt voor, den tegenwoordigen tekst te behouden. |

(11)

( Nr 290 )

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 20 MEI 1920.

COMMISSIE VOOR DE HERZIENING DER GRONDWET.

## VI

HERZIENING VAN ARTIKEL 49 DER GRONDWET <sup>(1)</sup>.

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE <sup>(2)</sup> UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **PONCELET**.

MIJNE HEEREN,

De Regeering deed aan de Middenafdeeling twee voorstellen toekomen :

Het eerste, tot bepaling van het hoogste getal leden der Kamer, welke de bevolking van het Rijk ook zij ;

Het tweede, krachtens hetwelk de volksvertegenwoordiging in verhouding zou gebracht worden niet meer met een bepaald getal inwoners, maar met een bepaald getal Belgen.

De Commissie heeft zich bij geen van beide voorstellen aangesloten.

De beperking van het getal volksvertegenwoordigers is geene noodwendigheid van het oogenblik. De Regeering zelve wilde het maximum-getal

---

(1) Verklaring van de Welgevende Macht (*Staatsblad*, 23 October 1919, n<sup>o</sup> 296) en  
*Na te komen regelen tot herziening*, n<sup>o</sup> 47<sup>I</sup>.

Verslag van den heer Neujean over artikel 39, n<sup>o</sup> 287<sup>III</sup>.

Verslag van den heer Troclet over artikel 47, n<sup>o</sup> 288<sup>IV</sup>.

Verslag van den heer Carton de Wiart over artikel 48, n<sup>o</sup> 289<sup>V</sup>.

(2) Samenstelling van de Commissie, n<sup>o</sup> 50<sup>II</sup>.

op 200 brengen; welnu, thans telt de Kamer nog maar 186 leden. Bijgevolg zullen er nog ettelijke jaren verlopen voordat zij het voorgestelde maximum bereikt. Wel beschouwd, zou de maatregel, dien men voorstelt en die op het eerste gezicht redelijk schijnt, zonder eenigen twijfel bezwaren meebrengen.

Inderdaad, zoodra het getal volksvertegenwoordigers niet meer naar eene vaste verhouding van inwoners zou bepaald worden, zou de toekenning der zetels aan de verschillende kiesomschrijvingen noodzakelijkerwijze veranderingen moeten ondergaan. Het zou inderdaad kunnen gebeuren dat arrondissementen, waarvan de bevolking niet zou aangegroeid zijn, zetels zouden verliezen ten voordeele van arrondissementen, waar de bevolking zou toegenomen hebben. Het zou zelfs kunnen voorkomen dat, met zulk stelsel, een arrondissement, per slot van rekening, geen enkel vertegenwoordiger meer hebben zou.

Kan men overigens verlangen dat de vertegenwoordiging van een land zoo beperkt weze? Men moet voorzeker niet te ver gaan; maar is de verhouding : één volksvertegenwoordiger op 40,000 inwoners, overdreven?

Wij meenen het niet.

De belangen zijn zoo talrijk en zoo verschillend! Verschillen zij niet buitengewoon van de eene streek tot de andere? Moet het Parlement niet zooveel mogelijk de weerspiegeling zijn van het land?

En zou het dit nog zijn, wanneer sommige streken nog slechts eene onvoldoende vertegenwoordiging hebben, terwijl andere ruimer zouden vertegenwoordigd zijn, wanneer de steden, bij voorbeeld, het grootste deel der zetels zouden innemen ten nadeele van het platteland, ofwel wanneer eene provincie zich van hare normale vertegenwoordiging mocht beroofd zien?

Het is te begrijpen dat men, in een groot land, op een zeker oogenblik het getal leden van het Parlement beperken moet. Men dient inderdaad te vermijden dat eene Kamer zoo talrijk worde dat de beraadslagingen er onmogelijk zijn.

Dit bezwaar is natuurlijk bij ons niet te vreezen; immers, de Belgische Kamer telt veel minder Volksvertegenwoordigers dan in meest al de Europeesche landen en zal er, bij voorbeeld, nooit toe komen de helft, of zelfs maar een derde, van de Fransche afgevaardigden te overschrijden.

De Commissie is dus van meening dat de beperking van het getal volksvertegenwoordigers niet in de Grondwet dient te worden voorzien en, bijgevolg, dat er hieromtrent door onze Grondwet niets te veranderen valt in het stelsel, zooals het thans geregeld is.

\* \* \*

Het tweede vraagstuk is van meer kieschen aard.

Moet men, om het getal volksvertegenwoordigers vast te stellen, ten grondslag nemen de geheele bevolking, ofwel alleen de Belgische bevolking met uitsluiting van de vreemdelingen, die in België woonachtig zijn?

De twee stelsels werden in den breede besproken.

De Regeering en, met haar, enkele leden van de Commissie waren van meening dat het billijk is geen rekening te houden met de aanwezigheid van de vreemdelingen.

Tot staving van hunne stelling brachten zij in herinnering dat de andere landen alleen de inlandsche bevolking in aanmerking nemen; dat, vermits de vreemdelingen ten onzent geen politieke rechten genieten, het logisch is, ze niet in aanmerking te nemen voor de verdeeling van de politieke mandaten; dat dit, overigens, een gemakkelijk middel is om de overdreven toeneming van het aantal Kamerleden te beletten.

Zonder de aangevoerde goede redenen te willen miskennen, besliste de Commissie het geheel bevolkingscijfer als grondslag te behouden.

Geeft men aan de vreemde bevolking eenig politiek recht, wanneer men haar in aanmerking neemt bij de te vertegenwoordigen belangen? Erkent men daarbij iets anders dan deze stellige waarheid, namelijk dat dit gedeelte der bevolking in de te vertegenwoordigen bestanddeelen meetelt? Wie zou dit kunnen ontkennen?

Wie zou durven beweren dat men de vreemdelingen, die in ons land leven, over 't hoofd zien moet?

Levert het statuut, dat men hun verleent, niet het hoogste belang op voor de Natie? Moet er niet dikwijls beraadslaagd worden over de hun toe te kennen rechten, over de maatregelen te hunnen opzichte te nemen, over de gepastheid of de gevaren hunner aanwezigheid en soms over de noodzakelijkheid hun den toegang tot het Rijk te ontfangen?

Is het zelfs niet gebeurd dat het overrompelen van eenige onzer groote markten door vreemdelingen aanleiding heeft gegeven tot groote bekommernis bij onze regeerders, en kan het morgen niet voorkomen dat wij ons evenzoo zullen moeten bekommeren om de vreemde bevolking, die niet zal nalaten de werven onzer nieuwe bedrijfsinrichtingen te komen bezetten?

Ten onrechte zou men dus beweren dat de vreemdelingen niet in aanmerking moeten komen, wanneer het getal leden van 's lands vertegenwoordiging dient te worden bepaald.

Laten wij ook niet vergeten dat er onder die, welke in België leven en geen Belgen zijn, velen voorkomen die geroepen zijn Belg te worden.

De op België's grondgebied geboren kinderen van vreemdelingen zijn geen Belgen. En is het nochtans niet zeker dat de meesten hunner het zullen worden? Zou het handig zijn daarvan geen rekening te houden?

Evenzoo hebben al de Belgische vrouwen, die een vreemdeling hebben gehuwd, opgehouden Belgen te zijn. Moet men haar van de registers der in aanmerking komende bevolking schrappen, wanneer zij het land blijven bewonen en zij meestal geroepen zijn er hunne kinderen te laten?

Daarenboven, hoeveel vreemdelingen zijn er niet in België, die de grootste diensten aan ons land bewijzen, die met de Belgen bijdragen tot den voorspoed van zijn handel en van zijne nijverheid? Hoevelen zelfs

waren er niet, in den grooten strijd dezer laatste jaren, die niet aarzelden ons hunne medewerking en het offer van hun bloed te geven?

Gaat men, overigens, niet groote moeilijkheden te gemoet, wanneer men de vreemdelingen niet in aanmerking nemen zou?

Wordt daardoor niet een zeer kiesch, zeer nauwgezet en tevens een zeer gevaarlijk werk aan de gemeentebesturen opgelegd?

Wie zal gelast zijn uitspraak te doen over de vraag, welke de vreemdelingen zijn?

Welken waarborg zullen de burgers hebben, dat zij niet willekeurig onder de vreemdelingen zullen opgenomen worden?

Zal het niet noodig zijn een nieuwe rechtsmacht tot stand te brengen, zoo men onrechtvaardigheden vermijden wil?

Het is niet zonder nut te bemerken dat, met zoodanig stelsel, de particulieren niet alleen er belang zouden bij hebben dat er geen willekeur geschiedt, doch dat de arrondissementen zelf er als zoodanig steeds belang zouden bij hebben dat men zich niet bedriegt over de nationaliteit hunner inwoners. Eene missing over een naam zou inderdaad dit gevolg kunnen hebben, dat de zetel van een volksvertegenwoordiger zou overgaan van een arrondissement naar een ander.

Uit al deze beschouwingen schijnt te blijken dat niet alleen de herziening van het artikel aan geene noodwendigheid beantwoordt, doch dat zij, in werkelijkheid, geene verbetering in de regeling zou aanbrengen.

Laten wij, ten slotte, niet vergeten dat, mocht men thans het verhoudingscijfer wijzigen, men het tegenwoordig aantal Kamerleden met 5 of 6 zou verminderen. Is dit wenschelijk?

Is het wel nuttig, deze slachtoffers te maken voor eene hervorming, waarvan men het practisch nut niet kan inzien?

De Commissie besliste dus, den huidigen tekst van artikel 49 der Grondwet ongewijzigd te behouden.

*De Verslaggever,*  
JULES PONCELET.

*De Voorzitter,*  
ÉMILE BRUNET.



| Texte du 7 février 1831.                                                                                                                                                                                                                                   | Tekst van 7 Februari 1831.                                                                                                                                                                                                                                                                      | Texte actuel (7 septembre 1893). | Tegenwoordige tekst (7 September 1893). | Texte proposé par la Commission.                   | Tekst voorgesteld door de Commissie.                           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| ART. 49.                                                                                                                                                                                                                                                   | ART. 49.                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                  |                                         |                                                    |                                                                |
| La loi électorale fixe le nombre des députés d'après la population; ce nombre ne peut excéder la proportion d'un député sur 40,000 habitants. Elle détermine également les conditions requises pour être électeur et la marche des opérations électorales. | De kieswet bepaalt het aantal volksvertegenwoordigers naar gelang van de bevolking; dit aantal mag de verhouding van een volksvertegenwoordiger op 40,000 inwoners niet overschrijden. Zij bepaalt insgelijks de vereischten gesteld om kiezer te zijn, alsmede den gang der kiesverrichtingen. |                                  |                                         | La Commission propose le maintien du texte actuel. | De Commissie stelt voor, den tegenwoordigen tekst te behouden. |